

Entre déni et mobilisation : vers des protocoles hybrides de perception de la pollution de l'air ? Une perspective socio-historique sur la France du Xxe siècle

Florian Charvolin

Florian.charvolin@gmail.com

Résumé :

La pollution de l'air est un des phénomènes environnementaux dont on peut dire que la réalité varie selon la perception des personnes. Toutefois en déduire qu'elle est subjective, suppose d'en postuler l'existence objective par ailleurs, et un écart par rapport au perçu, écart dans lequel se loge les facteurs subjectifs. Or le regard historique sur la mesure de la qualité de l'air au cours du Xxe siècle en France permet de montrer le caractère tout aussi subjectif de la mesure. On décrira à partir d'enquêtes en cours menées dans le cadre d'un projet de recherche HICQUAR financé par le programme Concertation Décision et Environnement, la progressive dissociation entre appréhension populaires et scientifiques de la pollution de l'air, au niveau de modification successives des protocoles de mesure, et on s'interrogera in fine, autour des réseaux de vigie bénévoles de suivi des odeurs, sur l'hybridation populaire et scientifique, comme tendance récente de la perception et de la mobilisation à propos de l'air.

Abstract

Air pollution is, amongst environmental phenomena, the one whose reality is a matter of personal perception. However, it is a deceptive approximation to deduce from this perceptual dimension that it is due to its subjective character. Indeed this would amount to postulating that somehow exists elsewhere an objective dimension against which is measured the gap with personal perception, hence demonstrating its subjective feature. But a quick look at the history of air pollution measures in XXth century France, shows the entanglement of the subjective and the objective. This communication is based on an ongoing research named HICQUAR and funded by the program Concertation, Décision Environnement, and is aimed at describing the progressive dissociation of popular and scientific protocols of measurement of air pollution, until their recent hybridation in the form of networks of "bucket brigades" for the mapping of odors in certain French towns.

Entre déni et mobilisation : vers des protocoles hybrides de perception de la pollution de l'air ? Une perspective socio-historique sur la France du Xxe siècle

Florian Charvolin

En 1952, Londres connaît un brouillard meurtrier. L'événement fait le tour de l'Europe et on compte le nombre de morts dû à cet épisode météorologique critique. On pourrait croire que ce pic de pollution est un dévoilement d'un problème qui va du coup concerner le public et le gouvernement au point qu'il préparera une loi en 1956. Tout d'un coup la nature se rappellerait à nous. Toutefois l'histoire de l'environnement (Thorsheim 2006 et 2009) remet l'événement sur ses pieds en montrant que la possibilité d'imputer au brouillard un surcroît de mortalité tient dans l'antériorité de la mobilisation anglaise relative à la pollution atmosphérique. Un programme appelé « The Investigation of Atmospheric Pollution » avait été créé dès 1912.

Il y a actuellement beaucoup à gagner à défricher le champ encore peu investi de l'histoire de la prise en compte de la qualité de l'air en France, comme cela a été récemment entamé pour l'histoire anglaise, allemande et nord-américaine (Uekötter, Thorsheim). On y gagnera à sortir de l'énoncé très approximatif d'un dévoilement soudain de la nature. Le recours à l'histoire permet de montrer qu'il ne s'agit là que d'une respecification de problèmes anciens dont la nouveauté tient dans les termes particuliers et choisis de la qualification du problème. On veut dire par là que le détour historique conduit à souligner trois points majeurs : 1) le caractère perçu de la qualité de l'air est matière à contingence historique qui concernent jusqu'à sa mesure objective ; 2) la mobilisation autour de la pollution atmosphérique n'est pas exempte de protocoles vernaculaires parmi lesquels prend une place de plus en plus ésotérique l'arsenal des protocoles scientifiques modernes ; 3) une certaine politique par la mesure et l'information sur la pollution de l'air telle que mise en place par les AASQA est contestée par des formes récentes et hybrides de mesure de la part de vigies des odeurs.

Je vais succinctement développer ces premiers travaux sur l'histoire de la prise en compte de la pollution de l'air en France au Xxe siècle à partir de recherches en cours en histoire, en

sciences politiques et en sociologie dans un groupe appelé HICQUAR. Elles portent sur des cas historiques et contemporains en France et en Belgique. On n'y trouvera pas de jurys citoyens et de conférences de consensus, mais une sorte d'innervation, dans un domaine sectoriel des pollutions atmosphériques, de formes de participation plus ou moins locales et plus ou moins efficaces.

a) dissocier la perception des pollutions de l'air de sa réduction au subjectif

Au niveau individuel, les perceptions sensorielles ne sont pas exemptes de formats et de filtres qui peuvent provenir de la trajectoire biographique des personnes au nez plus fins que d'autres et plus sujettes à la gêne olfactive par exemple. D'un point de vue historique, la perception de la pollution de l'air varie avec l'état de l'organisation sociale des mobilisations collectives, ou encore de la façon dont l'autorité publique assure les relais ou pas de plaintes plus ou moins diffuses dans la société. C'est en des termes proches, mais cette fois au niveau macrosocial que Chloé Vlassopoulou (2005) expose ce qu'elle appelle le déni d'agenda, c'est à dire l'absence de mobilisation sanctionnée par l'Etat français pour la pollution automobile, alors qu'elle est présente en Grèce sur toute la période d'après guerre.

Dans le même ordre d'idée, on peut voir notamment dans le cas des odeurs, la conjonction de perceptions ou d'évocations à celles d'objectivation, sans que cela ne puisse être clairement séparé. Dans l'affaire du Chambon, qui concerne les retombées des cheminées d'une centrale thermique au charbon dans cette petite ville de la Loire dans les années 50 et 60, déclarations de gêne et descriptions objectives sont sans cesse mélangés et cela revient à rendre le perçu très subjectif. Alors on pourrait en déduire que la perception est affaire de psychologie et qu'elle varie d'un individu à l'autre. Après tout, si devant la même odeur ou la même pollution deux personnes se positionnent de manière diamétralement opposée, cela signifie bien qu'il y a un élément psychologique ou purement subjectif.

Or notre travail a consisté à remettre en cause l'étalon par rapport auquel on déclare le plus souvent que quelque chose est subjectif, à savoir le savoir avéré. En nous nous intéressant aux mesures scientifiques de la pollution atmosphérique et dans l'usage plus ou moins conséquent qui en était fait, on comprend que la question de la perception est à dissocier de sa réduction pure et simple à du « psychologique ». En effet une mesure experte qui a été souvent utilisé pendant le Xxe siècle et qui est exposée par Frank Uekotter est celle de l'échelle de Ringelmann. Or cette échelle est visuelle et est basée sur la perception qu'un inspecteur retire

de la comparaison, sur site, entre la fumée qui sort d'une usine et un carto-étalon où sont notés des dégradés de gris. Il s'agit bien ici de science, et pourtant il s'agit bien de « perception » subjective. Autrement dit, la question n'est pas de savoir si cela est « subjectif » par opposition à « scientifique », la question est de restituer les protocoles dans lesquels sont pris les jugements des uns et des autres, les perceptions des uns et des autres, les sensations des uns et des autres. C'est tout le problème du travail de la preuve qui est, on le constate sur nos terrains, engagé dès lors qu'il y a plainte ou mobilisation ou gestion, à propos des pollutions atmosphériques.

b) Le travail de la preuve et la neutralisation des conflits par le confinement de la mesure scientifique depuis les années 60

On a perdu l'habitude en France depuis les années 80 et 90, de considérer la pollution atmosphérique autrement que par le biais de son objectivation scientifique avec la création des AASQA les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air. Elles tendent à séparer la régulation des pollutions atmosphériques en deux pans : la réalité objective et les mesures à prendre, grâce à la surveillance. Certains ont pu montrer le rôle de politique publique de cette information produite par les AASQA (Boutaric 2005, Rumpala 2004)). Pour mieux comprendre cette nouvelle alliance, on peut remonter aux années 60 où elle n'existait pas et montrer combien mesure politique et mesure métrologique progressent parallèlement.

Les dispositifs de mesure de la pollution de l'air en France datent du XIX^e siècle. Stéphane Frioux en localise un à Dieuze en 1843, puis à Paris (observatoire de Montsouris) en 1877 pour la mesure de l'acide carbonique, de l'ozone et de l'azote ammoniacal. Envisagé dès 1932 à Lyon avec 5 stations projetées, la généralisation des mesures et des instruments de mesure de la qualité de l'air date des années 50. Dès avant la création de l'Association pour la Prévention des Pollutions Atmosphériques (APPA), et de nouveau à Paris en 1954 au Laboratoire d'Hygiène de la Ville, et à la tour Saint-Jacques plusieurs dispositifs sont installés; en 1963 ils sont 55.

La fumée d'abord, « noire épaisse et prolongée » puis les pollutions plus incidiieuses, celles des gaz toxiques sont l'objet de la mesure qui se calque sur la législation de 1932, 1961 puis 1996. Cette évolution est très étroitement liée à la tentative d'éviter aux industriels la déstabilisation de leur activité par des plaintes et des actions en justice, comme l'a démontré

Geneviève Massard-Guilbaud. La mesure de plus en plus complexe et de fonds, non seulement noie la pollution industrielle fixe dans celle des mobiles et des foyers domestiques, mais elle rend obligatoire le passage et la maîtrise d'un vocabulaire et de techniques de plus en plus spécialisées. Dans les années 30, on pouvait surveiller la pollution de l'air à Lyon par un poste d'observation surélevé dans la ville. Mais progressivement nous dit Stéphane Frioux la pollution va concerner le tryptique : « fumées, poussières, gaz toxiques ».

Plutôt que d'y voir une différence de nature entre le cercle des connaisseurs et le grand public, on peut décrire une progressive dissociation entre les mesures populaires et savantes, à partir d'une situation de départ, où elles étaient mélangées. Ainsi le test d'opacimétrie actuel fonctionne sur un dispositif proche de celui des années 60 mais il est fait par une machine à infrarouge. Il y a alors simplement une différence de plus en plus nette d'équipement, et de protocole, qui rend silencieux la population, ou l'engage à reconstruire une alternative à la mesure, en recourant à des connaissances spécialisées dissidentes.

c) Les formes participatives récentes de prise en compte des odeurs

On a déjà établi que l'accusation de « psychologisme » de la mesure des odeurs était moins affaire de perception que de protocole différent pour arriver à la mesure. Finalement la LAURE par exemple, après une bataille parlementaire, a réinséré les odeurs sous la forme de lutte contre « les odeurs excessives » dans la loi, laissant dans le vague son interprétabilité. Il faut alors non pas rejeter le subjectivisme comme une entorse à la légiférabilité de la pollution de l'air mais bien plutôt trouver le ou les protocoles qui permettront de consolider de rendre robuste et distinct des jugements sur les odeurs et leur pénibilité.

C'est fort de cette loi que des associations comme Airnormand (Rémy et Estadès 2007) ou la préfecture du Rhône à partir de 2002 ont cherché à mettre en place une « métrologisation » olfactive sous la forme de réseaux de nez, c'est à dire de réseaux de vigies qui sentent l'air et rapportent ce qu'ils sentent auprès d'un organisme qui dresse des cartes et des graphiques et des indicateurs. La démarche part du principe que seul le nez humain est capable de détecter la présence dans l'air de substances dont il suffit d'une quantité infime pour qu'elles soient odorantes. Du coup, les recherches vont dans deux directions différentes et finalement conjuguées. D'une part il s'agit de protocoliser le ressenti par des systèmes de saisie des perceptions des nez qui les astreignent à utiliser un vocabulaire relativement normé pour désigner ce qu'ils sentent. C'est le cas du dispositif de l'agglomération lyonnaise Respiralyon. D'autre part il s'agit de poursuivre les recherches pour la substitution du nez électronique au

nez humain. C'est l'objet de la firme Odometrics qui tente de calibrer ses instruments à partir des ressentis humains sur le site de Habay-la-Neuve. Les questions qui retiennent nos études, on l'aura compris ne sont pas de séparer l'artéfact de la « vraie » odeur nauséabonde, mais d'explorer des protocoles différents et de voir ce qu'ils mesurent et ce qu'ils font faire à la société locale.

La mobilisation actuelle autour des odeurs, est très nettement une nouvelle étape de la gouvernance des pollutions atmosphériques. Elle mêle mesure instrumentale et perception subjective dans le sens de la création de réseaux de surveillance. On peut cependant se demander si la surveillance ne devient pas une fin en soi, laissant de côté l'action plus politique sur les sources de pollution, notamment industrielles. Au Chambon en 1963, le maire ira jusqu'à arrêter l'expérience pilote d'installation de postes de mesure du fond de l'air dans sa commune pour se tourner vers le préfet et faire pression sur la centrale thermique polluante afin qu'elle fasse les travaux nécessaires à une réduction de ses rejets dans l'atmosphère. L'exemple du Chambon rejaillit sur celui de Respiralyon et de l'inconfort de certains ingénieurs des mines devant la faisabilité des remèdes industriels réclamés par la population qui signale de odeurs. Dans quelle mesure le dispositif de surveillance, n'occulte pas la question plus politique de la régulation des pollutions locales, et les instances territoriales et étatiques chargées de gérer les activités industrielles ou urbaines ?

Bibliographie

Baret-Bourgoin, E. (2005). La ville industrielle et ses poisons. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Blumer, H. (2004). "Les problèmes sociaux comme comportements collectifs." Politix **67**: 185-199.

Borraz, O. (2008). Les politiques du risque. Paris, Presses de SciencesPo.

Boutaric, F. (2005). "L'information sur la qualité de l'air : dispositif et construction sociales." Mouvements **37**: 100-108.

Chateauraynaud, F. and D. Torny (1999). Les sombres précurseurs. Paris, Presses de l'EHESS.

Corbin, A. (1986). Le miasme et la jonquille. Paris, Flammarion.

Faugère, E. (2002). "Percevoir ou mesurer ? Approche anthropologique de la qualité de l'air." Europea **1/2**: 365-383.

Frioux, S. (2009). Les réseaux de la modernité, amélioration de l'environnement et diffusion de l'innovation dans la France Urbaine (fin XIXe siècle (années 1950)). LAHRA. Lyon, Université Lyon 2. **Thèse de doctorat**.

Gusfield, J. (1981). The culture of public problems. Chicago, Chicago University Press.

Knoepfel, P. (1998) « Remarques d'un observateur étranger sur la lutte contre la pollution atmosphérique en France », in Barraqué B. et Theys J., Les politiques d'environnement, Paris, Recherches, pp.153-170

Larrue C. (1998). « La lutte contre la pollution de l'air en France. Le cas du dioxyde de soufre », in Barraqué B. et Theys J., Les politiques d'environnement, Paris, Recherches, pp. 137-152.

Mandinaud, V., N. Ortar, et al. (2008). Les mobiles cartographiques : artefacts techniques ou ressources pour l'action ? Le cas de la qualité de l'air marseillais. Incertitude et environnement. P. Allard, D. Fox and B. Picon. Marseille, Edisud: 99-114.

Massard-Guilbaud, G. (2010). Histoire de la pollution industrielle. Paris, Presses de l'EHESS.

Rémy, E. and J. Estades (2007). "Nez à nez avec les nuisances odorantes. L'apprentissage de la cohabitation sociale." Sociologie du travail **49**: 237-252.

Roqueplo, P. (1988). Pluies acides : menaces pour l'Europe. Paris, Economica.

Rumpala, Y. (2004). "De l'objectivation des risques à la régulation des comportements. L'information sur la qualité de l'air comme instrument d'action publique." Réseaux **126**: 198-212.

Salles, D. (2006). Les défis de l'environnement. Paris, Syllepses.

Scott, J. C. (1998). Seeing like a state. New Haven, Yale University Press.

Sintomer, Y. (2007). Le pouvoir au peuple. Paris, La découverte.

Thorsheim, P. (2006). Inventing pollution. Athens, Ohio University Press.

Thorsheim, P. (2009). "'A Network of Trust' : Measuring and Monitoring Air Pollution in British Cities, 1912-1960." Environment and History **15**: 273-302.

Vlassopoulou, C. (2005). Automobile Pollution : Agenda denial vs. agenda setting in early 20th century France and Greece. History and Sustainability. M. Armiero. Firenze, Università degli studi di Firenze: 252-257.

Zavestoski, S., F. Mignano, et al. (2002). "Toxicity and Complicity: Explaining Consensual Community Response to a Chronic Technological Disaster." The Sociological Quarterly **43**(3): 385-406.